

A stylized map of Madagascar composed of a grid of grey dots, with several dots highlighted in red. The map is positioned on the left side of the page, partially overlapping the title text.

L'éducation à Madagascar.

Repenser le système éducatif pour un meilleur devenir

ANDRIANINTSILAVO MASOANDRO RAKOTOARIMANANA

STEPHANO CARLY RAKOTOZAFINIAINA

TATIANA EDDIE RAZAFINDRAVAO

LUDONIE VELONTRASINA

Novembre 2012



Sommaire

Introduction

- I. Panorama de l'éducation à Madagascar (*Tatiana Eddie Razafindravao*)
 - I.1 Le parcours atypique de l'éducation à Madagascar
 - I.1.a Naissance de l'école formelle
 - I.1.b L'éducation après l'indépendance
 - I.1.c Une politique d'enseignement changeant au gré des régimes
 - I.2 Les problématiques et les défis du système éducatif malgache
 - I.2.a Les déterminants d'exclusion dans le système éducatif malgache
 - I.2.b Les problèmes matériels et de ressources humaines
 - I.2.c Les faiblesses des programmes d'éducation
- II. Plaidoyer pour un système éducatif meilleur à Madagascar
 - II.1 Education, politique et société (*Andrianintsilavo Masoandro Rakotoarimanana*)
 - II.2 L'éducation dans le monde politique (*Stephano Carly RAKOTOZAFINIAINA*)
 - II.3 Education, un facteur économique incontournable (*Ludonie VELOTRASINA*)

Conclusions

Bibliographie et Webographie

Publications des sortants Y L T P et R J T



Introduction

Aujourd'hui, en cet an deux mil douze, le bilan de Madagascar est loin d'être glorieux, et cela, sur tous les plans. Et ce n'est pas que l'on y regarde d'un œil pessimiste. Les chiffres comme l'indéniable réalité de notre situation présente le démontrent fort bien. A la veille de l'année 2015, échéance de cet immense défi qu'est l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), nul n'ignore que Madagascar n'atteindra pas la majorité de ces cibles, en dépit des efforts accomplis pour y parvenir¹. C'est un constat fort déplorable dans la mesure où ces défis couvrent tous les domaines du développement : économie, santé, éducation, environnement, ...

Mais 2015, c'est aussi la date butoir que les pays - dont Madagascar - participant à la Conférence mondiale pour l'éducation de Jomtien (Thaïlande) en mars 1990 se sont fixé pour atteindre une scolarisation universelle. Ainsi, dans le cadre de l'initiative Education Pour Tous (EPT), il s'agit de donner une éducation de base à tous les enfants, adolescents et adultes de chaque pays. Ce défi est d'autant plus important que Madagascar a, avec la communauté internationale, doublement renouvelé cet engagement en l'an 2000 : d'abord en avril à Dakar (Sénégal) lors du Forum mondial sur l'éducation, et ensuite en septembre à New York, lors de la 55^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptant la Déclaration du Millénaire pour le Développement. Et là encore, à 3 ans du deadline, Madagascar désillusionne avec ses 64,5% de taux de scolarisation².

Face à ce résultat déplorable donc, la question est de savoir qui remettre en question? Ce n'est certainement pas pour jeter la première pierre, mais justement pour déterminer la principale cause de notre échec afin d'en remédier. En effet, si le pays a failli, si les dirigeants ont failli et si les citoyens ont failli ... n'est-ce pas le système éducatif lui-même qui est à remettre en cause? Lui, ce faiseur de

¹ Fatma SAMOURA, coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU), dans son allocution à l'occasion du lancement de la 21^e édition du Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) intitulé « la durabilité et l'équité : un meilleur avenir pour tous » qui a eu lieu le lundi 27 Février 2012 à l'hôtel Carlton à Anosy, Antananarivo.

² Taux de scolarisation des adultes de 2011, donné par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans son Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) 2011 intitulé « Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous », New York, 2011, p.187.

citoyens, cette moule d'élites, ce façonneur de générations futures, ce promoteur permanent de nos valeurs !

Ainsi, la présente étude traite de la problématique de l'éducation à Madagascar. L'objet n'est toutefois pas de faire une analyse scrupuleuse des problèmes du système éducatif malgache et ensuite d'en proposer des solutions détaillées. En effet, maintes études ont déjà été entreprises en ce sens par d'éminents experts de tous abords. Cet ouvrage, lui, se proposera de donner notre vision de jeunes - bâtisseurs de l'avenir - sur l'éducation à Madagascar, en nous armant de l'expérience de nos aînés et en évitant les dérives d'hier.

Pour ce faire, la première partie consistera en un état des lieux de l'éducation à Madagascar, comprise au sens large. Il s'agira de donner une brève l'historique du système éducatif de Madagascar, mais également d'en exposer les limites.

Cette seconde partie de l'article consistera à tracer les grandes lignes caractéristiques de l'éducation souhaitée en termes d'éléments de vision, de concepts ou de valeurs et de grands objectifs dans les différents domaines de l'éducation. Ainsi, elle décrira une vision stratégique de l'éducation, autrement dit un état ambitieux et souhaité de l'éducation à Madagascar.

Cette approche aura pour fin de répondre à l'interrogation suivante : comment canaliser, diriger et coordonner les bonnes volontés et les actions de tous les acteurs afin de se rapprocher d'une façon continue et durable de l'image souhaitée de l'éducation dans le futur ?

Du fait de l'adversité de nos positions, de la diversité de nos domaines d'appartenance, de l'originalité que nous voudrions donner à cet écrit, la méthodologie consistera à la fois en une analyse scientifique, à la formulation d'une démarche citoyenne et à l'expression de nos visions respectives.

Cette étude rejoindra sûrement la longue liste des écrits existants sur l'éducation à Madagascar, c'est certain ! Mais elle aura néanmoins le mérite de faire part au public de notre perception présente sur ce thème incontournable de l'éducation dans notre pays et des perspectives envisagées en ce sens. Et d'ailleurs, cet écrit ne signe-t-il pas notre engagement !

I. Panorama de l'éducation à Madagascar

Nombre d'analystes de divers horizons ont déjà dessiné les spécificités et les revers du système



éducatif³ malgache tout en y apportant leurs lots de contribution à son amélioration. Des réformes, l'Etat malgache en a aussi apporté à ce système, fussent-elles initiées dans le cadre d'un courant idéologique véhiculé par un régime, de l'ambition nationaliste d'une génération ou de l'engagement international d'un gouvernement.

Dans la majorité des pays du monde, la politique de l'éducation, comme toute autre politique sociale de l'Etat, est pensée, élaborée, pesée et projetée dans une vision à long terme. Elle peut être appliquée sur des décennies compte-tenu du respect du principe de continuité de la politique de l'Etat malgré la diversité de stratégies que les différents régimes successifs peuvent adopter. A Madagascar par contre, les divers tournants que la politique de l'éducation a pris depuis l'indépendance démontrent que l'on n'est pas toujours dans cette logique.

I.1 Le parcours atypique de l'Education à Madagascar

La politique nationale de l'éducation est, à Madagascar, fixée par des lois d'orientation déterminant les grandes lignes de la politique générale de l'Etat. Atypique est le parcours de Madagascar en ce domaine car, au lieu d'une stabilité garantie par ce cadre réglementaire, le pays a connu moult revirements en deux cent ans d'histoire de l'éducation formelle. En effet, de la scolarisation protestante sous Radama I^{er}, Madagascar est passé à une politique d'éducation élitiste sous la colonisation, qui a été maintenue sous la I^{ère} république. Puis vint avec la décentralisation, la malgachisation de la république démocratique de Ratsiraka, sous l'impulsion de la révolution de 1972. C'est ensuite la scolarisation universelle qui dicta la politique de l'enseignement depuis la transition de 1991 jusqu'au régime de Ravalomanana. Ce dernier initia à partir de 2007 une réforme de l'enseignement pour un retour à la malgachisation de l'éducation de base.

I.1.a La naissance de l'école formelle

Au XIX^{ème} siècle, c'est par le biais de la London Missionary Society que les écoles avaient formellement vu le jour à Madagascar. En effet, bien que Radama I^{er} fût soucieux d'instruire son peuple pour en faire « des personnes de métier et de talent », son objectif principal était d'assurer « l'ouverture de Madagascar au travail et au

commerce »⁴. Ainsi, les Anglais étaient chargés d'assurer l'éducation des gens de la cour tout en s'acquittant de leur mission civilisatrice de prosélytisme. Cette institution scolaire fit alors asseoir l'impérialisme britannique au sein la monarchie merina. Mais la période coloniale française, par la loi d'annexion du 06 août 1896, allait donner une autre couleur à l'éducation à Madagascar. L'institution scolaire réorganisée par l'administration coloniale était devenue l'instrument de la domination coloniale qui s'étendait à tous les secteurs d'activités politiques, économiques et socioculturelles. En effet, dans un contexte européen de conquête d'espaces vitaux, Madagascar était convoité pour son riche potentiel en ressources naturelles et devait, de ce fait, devenir le client exclusif des industries françaises. L'école était donc orientée pour aboutir à cette fin.

I.1.b L'éducation après l'indépendance

L'avènement de l'indépendance en 1960 mit fin à une éducation au service de l'impérialisme coloniale. Cependant, la I^{ère} république perpétua le système éducatif hérité de la colonisation, ne servant qu'une oligarchie française et nationale. Programme français, enseignants formés à la française, sélection élitiste des élèves..., toute la politique de l'éducation était calquée sur celle de l'ancienne métropole⁵. Et c'est justement cette inexistence de rupture avec les pratiques coloniales qui porta le nationalisme malgache à la révolution de mai 1972. C'est alors la mise en place d'un système éducatif répondant à la politique et à l'idéologie socialiste. Avec la décentralisation et la malgachisation de l'enseignement, la II^{ème} république ne fera que réaliser l'aspiration populaire anti-néocoloniale. Mais ces politiques décevront autant qu'elles sacrifieront toute une génération de Malgaches.

I.1.c Une politique d'enseignement changeant au gré des régimes

De la période post indépendance, la III^{ème} république verra autant de bouleversements de la politique de l'éducation que les deux précédentes. De par ses engagements au niveau international sans doute⁶, les gouvernements successifs voulaient donner l'image de l'Etat-éducateur.

Lorsque Albert Zafy fut au pouvoir de 1993 à 1996,

³ Par système éducatif, on entend l'ensemble des éléments mis en place par toute autorité sociale pour assurer l'éducation, l'enseignement et la formation de sa population ainsi que le mode d'organisation et les méthodes usités à cette fin.

⁴ RANAIVO, Velomihanta. Le système éducatif de Madagascar. In *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2007, vol.46, p.125-132.

⁵ Id.

⁶ Notamment la mise en œuvre des engagements conclus par le gouvernement lors de la Conférence de Jomtien (Thaïlande) en 1990 sur l'initiative Education Pour Tous à l'horizon 2015.



la politique nationale de l'enseignement s'orientait déjà vers la scolarisation universelle. La ligne suivie par Didier Ratsiraka qui revint au pouvoir jusqu'en 2001 ne s'en écarta pas beaucoup. Evitant l'erreur d'une tendance à la malgachisation du système scolaire, Zafy souligne dans sa loi sur l'orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar⁷ de « respecter et de faire fructifier, sans crispation passéiste, le patrimoine culturel, linguistique et spirituel de la communauté », la langue malgache y compris. Et jusqu'en 2008, cela se poursuivit. L'on peut ainsi affirmer que cette quinzaine d'années de la III^{ème} république fut stable pour la politique nationale de l'éducation. Cela jusqu'à ce que Marc Ravalomanana, dans sa réforme de l'éducation, revienne sur une malgachisation de l'éducation de base. Laquelle réforme, quand bien même for critiquée, avait obtenu le financement des bailleurs internationaux. Une des grandes lignes de la réforme de ce dernier fut également l'application du taux de redoublement zéro dans l'enseignement public.

Cette brève historique de l'éducation à Madagascar a permis, dans un descriptif superficiel, la fragilité du système éducatif malgache. Quels sont alors les conséquences de ces politiques changeantes?

I.2. Les problématiques et les défis du système éducatif malgache

Le système éducatif malgache connaît maints problèmes. Les revendications multiformes de ces derniers mois, issues de tous côtés et de tous les échelons illustrent bien ce mal-être du système éducatif malgache. Les élèves et étudiants sont particulièrement les plus handicapés par cette crise de l'éducation qui, malgré la persistance et la durée, ne semble pas faire écho auprès des autorités responsables. A qui relève cette responsabilité de résoudre cette crise? Ses causes sont-elles circonstancielles? Ces problèmes ont-ils avant tout été identifiés?

En tout cas, quelques soient les politiques entreprises par l'Etat malgache en matière d'éducation et qu'importe les fondements sur lesquelles elles se basent, les avancées et résultats durables et appréciables en ce domaine ne seront obtenus sans une prise en compte globale de tous les freins susceptibles de limiter l'accès à l'éducation, sa pleine jouissance et l'amélioration du système lui-même.

I.2.a Les déterminants d'exclusion dans le

⁷ Loi n°94-033 du 13 mars 1995 portant orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, JO n° 2379 du 21.08.96 p. 1684.

système éducatif malgache

Plusieurs déterminants dans le système éducatif malgache favorisent le non respect du principe d'égalité des chances à l'éducation, ce sacro-saint principe tant scandé par les autorités dans nombre de leurs réglementations, que ce soit dans l'accès à l'éducation ou la fréquentation des établissements d'enseignement.

- La non gratuité des frais scolaires

La non gratuité des frais scolaires constitue l'un des facteurs importants de la non atteinte de la scolarisation universelle à Madagascar. Et même si l'Etat prône une politique de gratuité de l'éducation primaire, dans la pratique, il existe des frais informels qui incombent aux familles⁸. L'initiative *Fikambanan'ny ray aman-drenin'ny mpianatra*⁹ (FRAM) a d'ailleurs été mise en place pour collecter des fonds venant de contributions parentales afin de permettre la rémunération complémentaire des enseignants non fonctionnaires. Cela ne peut qu'être exclusif au sein des systèmes éducatifs pour les couches sociales les plus vulnérables ne pouvant rien investir dans l'éducation de leurs enfants.

- L'écart de niveau scolaire

On note également une grande différence de niveau scolaire entre les établissements d'enseignement public (écoles primaires publiques, collèges et lycées d'enseignement général et technique publiques) et ceux d'enseignement privé. Et comme la majorité des établissements privés sont concentrés dans les grandes villes, cela crée des écarts de niveau scolaire inter et intra-régionaux. A l'échelle nationale donc, il existe des disparités de niveau scolaire qui favorisent les populations des milieux urbains et surtout celles de la capitale malgache. Ainsi, les populations rurales se voient doublement défavorisées du fait à la fois de la fréquentation des établissements scolaires publics et de leur éloignement des centres urbains où le niveau scolaire est un plus rehaussé. Ces inégalités géographiques¹⁰ persistent encore plus selon l'ouverture de la localité aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. En effet, le recours aux outils informatisés et l'accès à internet marquent une différence très perceptible dans la mesure où les

⁸ Aide et Action International. OMD 2015 : le mirage ! Des voix citoyennes sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Septembre 2010.

⁹ Association des parents d'élèves

¹⁰ DURET, Elsa. Atteindre les objectifs d'Éducation Pour Tous en Afrique subsaharienne : état des lieux, marges de manoeuvre et défis pour les politiques publiques, *Mondes en développement*, 2005/4 no 132, p. 57-84.



élèves, étudiants et enseignants dans les grandes agglomérations sont mieux servis en termes de documentations.

- Les inégalités de scolarisation

Des disparités de scolarisation existent en matière de genre à Madagascar comme dans beaucoup de pays d'Afrique. La non scolarisation et la déscolarisation des filles constituent également un frein à la scolarisation universelle et à l'inégalité de scolarisation à Madagascar. En sus des fortes inégalités géographiques dans les conditions d'apprentissage des élèves, existe également une inégalité de genre. Dans bon nombre de communautés rurales, la coutume attribuant encore à la femme un rôle de second ordre influe beaucoup sur l'accès des filles à l'école. Et bien que l'école soit obligatoire, que l'éducation soit un droit reconnu pour tous les enfants et que la même responsabilité d'éduquer incombe aux parents, la déperdition scolaire chez les filles rurales est supérieure à celle des garçons puisque les filles doivent vaquer aux tâches domestiques qui leur sont traditionnellement dévolues.

- Le flou sur l'avantage de l'éducation

L'incompréhension de la population de l'objectif primordial de l'éducation empêche l'effectivité de la politique d'enseignement de l'Etat. Le manque de sensibilisation des communautés par rapport à la nécessité de l'école et de l'éducation en général influence la déperdition scolaire, surtout en zone rurale. La perception du lien entre niveau de scolarisation et niveau de développement de l'individu, de la communauté et même du pays n'est pas évidente. En effet, le rôle incontournable de l'éducation comme moteur de « développement de tout l'homme et de tout homme ¹¹ » serait reconnu par toutes les communautés si et seulement si l'Etat savait les convaincre que « l'éducation est un instrument de réduction de la pauvreté, de prévention des obstacles au développement, d'autonomisation de la personne humaine, de culture de la non violence et de planification des actions pour un développement intégral, humain et durable » ¹².

Il est à rappeler que l'importance capitale de l'initiative « Education Pour Tous », initiée par les conférences mondiales sur l'éducation et renforcés

¹¹ PAUL VI. « Populorum progressio : La question sociale est aujourd'hui mondiale ». « Encyclique sur le développement des peuples ».

¹² Aide et Action International. OMD 2015 : le mirage ! Des voix citoyennes sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Septembre 2010.

par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), repose sur le fait que l'éducation est directement liée à la notion de « lutte contre la pauvreté ». Elle apporte ainsi une vision du développement basée sur la réduction des inégalités et l'accès de tous aux droits humains fondamentaux. L'éducation ne constitue donc pas une fin en soi mais plutôt un élément parmi d'autres pour mesurer l'accès des populations les plus pauvres à leur droit au développement.

I.2.b Les problèmes de ressources humaines et matériels

L'article premier de la loi portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar énonce que « l'éducation est une priorité nationale absolue » ¹³. Cet article résume à elle seule, non seulement l'importance que revêt l'éducation dans la politique générale de l'Etat, et par là, du devoir qui lui incombe dans la mise en œuvre et la promotion de ce droit universel, mais également de l'ampleur nationale de cette tâche. Car en effet, il a toujours été reconnu à l'éducation, à travers tous les régimes qui se sont succédés, son rôle de moteur du développement individuel et, donc de garantie du développement national. Pour cette raison, l'Etat se doit d'octroyer tous les moyens nécessaires à la jouissance de chacun de ses citoyens du droit à l'éducation. Et pourtant, la réalité des choses est toute autre. Le budget alloué à l'éducation a toujours été très faible à Madagascar et toujours en deçà du minimum requis pour atteindre l'objectif d'une scolarisation universelle. Et malgré le financement octroyé par les partenaires techniques et financiers de Madagascar – les institutions spécialisées des Nations Unies en particulier - de plusieurs programmes nationaux sur l'éducation, des préoccupations d'ordre matériel minent encore le système éducatif malgache.

- Les problèmes liés aux enseignants

Les problèmes relatifs au corps enseignant des établissements, publics surtout, relèvent de plusieurs points : problèmes liés à la qualification des enseignants et aux conditions d'encadrement, au sous effectif, à la dévalorisation du métier d'enseignant, au manque de matériels pédagogique, ...

Le manque de compétence du personnel enseignant, en termes de lacune en pédagogie s'illustre dans le système éducatif malgache surtout dans le domaine de l'éducation de base. En effet, la mise en place d'une politique d'éducation de proximité nécessite plus de recrutement d'enseignants et donc, plus de

¹³ Article 1^{er} de la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004.



formation à leur dispenser, plus de ressources à mobiliser.

Aussi, les plans de formation systématique et cyclique des enseignants sont également quasi-inexistants. Et ce problème est le même pour le secteur public comme pour le secteur privé. Ce sont pourtant ces sessions de renforcement de capacité qui peuvent garantir au personnel enseignant et d'encadrement scolaire une actualisation de leurs acquis et une imprégnation des nouvelles méthodes de soutien et d'accompagnement pédagogique de leurs élèves.

Au delà de ce manque de compétence, de formation et d'encadrement des enseignants en service, il est constaté également l'inexistence de formation pédagogique intra muros pour les nouveaux recrutés. Ils font tout de suite leur stage pratique. Il arrive des cas où il ne leur est même pas donné les bases primordiales de la formation pédagogique au début de leur service. Il sied de noter aussi que la dotation en matériels pédagogiques (fournitures didactiques, livres...) au service du corps enseignant est rarissime à Madagascar, si ce n'est l'œuvre des organisations non gouvernementales ou des institutions spécialisées des Nations Unies. L'absence de culture technologique permettant d'initier des recherches n'arrange pas les choses du fait de la barrière technologique qui est encore une réalité indéniable dans plusieurs régions de Madagascar. Et d'ailleurs, si accès à ces outils il y avait, chaque enseignant aurait-il et l'initiative, et les moyens d'en bénéficier? Une véritable dévalorisation du métier d'enseignant est constatée dans la mesure où les membres de ce corps sont sous-payés et travaillent dans des conditions très primaires. Comment s'attendre à ce que nos générations puissent être éduquées correctement si leurs formateurs même vivent et évoluent dans des conditions outrant la dignité? Abandon définitif de postes, absentéisme, refus de recrutement après les formations auprès des centres de formations publics, décadence de l'enseignement octroyé s'en suivent alors.

- Le manque d'infrastructures

Sur un territoire aussi vaste que Madagascar, et avec une population répartie dans des coins reculés de l'île, le problème d'infrastructures est toujours permanent : manque d'infrastructures scolaires (salle de classes, tables, bancs, latrines...) et de matériels d'enseignement les plus élémentaires (exemples : tableau noir), difficultés d'accès aux ressources d'information (livres, revues, articles,...) ... Là aussi, le manque de ressources financières allouées à l'éducation contraint à l'habituel adage malgache « on fait avec ce qu'on a », qui ne garantit pas du tout une éducation de qualité. Le système éducatif doit alors compter sur des financements et dotations

privées afin de mieux fonctionner, du fait de l'insuffisance budgétaire alloué à l'éducation. Or, tout système éducatif se base sur la politique nationale conduit par le gouvernement. Et si des contraintes budgétaires restreignent la mise en œuvre de cette politique, les marges de manœuvre et les options de réalisation en sont réduites, et ce sont les priorités elles même qui sont revues à la baisse, quitte à réajuster les objectifs fixés initialement¹⁴.

Ces problèmes logistiques drastiques engendrent dans des cas constatés une déperdition scolaire importante et une démission des enseignants du fait de la distance à parcourir ou de l'inconfort des conditions.

La désuétude voire la pauvreté ou l'inexistence des ressources des bibliothèques est aussi un fait très répandu à Madagascar. Et bien sûr, la cherté ou l'inaccessibilité des ressources en ligne, ainsi que l'inaccessibilité ou l'extrême difficulté d'accès aux ressources primaires (archives) s'il y en a, est tout aussi évidente.

I.2.c Les faiblesses des programmes d'éducation

Quand on constate le niveau d'éducation des Malgaches à tous les niveaux, l'interrogation se pose sur le contenu et l'homogénéité des programmes dispensés au niveau des différents établissements d'enseignement privés et publics, de l'éducation de base, de l'enseignement technique, professionnelle et universitaire. C'est non seulement un écart important de niveau qui est remarqué actuellement mais également l'inexistence d'une véritable culture citoyenne à l'échelle nationale. Ci-après les points principaux relevés comme failles des programmes scolaires malgaches.

- Les failles dans la transmission des valeurs sociétales

A l'image de la France, de qui Madagascar a grossièrement imité son système éducatif, les élèves malgaches sont-ils, par l'école, initiés aux valeurs primordiales universelles, ni même à celles de leurs pays ? Y apprend-on les notions de liberté, d'égalité, de fraternité, de droits de l'homme, ou de famille (*havana*), de société (*fiaraha-monina*), de patrie (*tanindrazana*), de sagesse (*fahendrena*)? Pour ceux qui prônent le retour aux valeurs malgaches traditionnelles, peut-on aujourd'hui encore se permettre de perpétuer à travers l'école des valeurs

¹⁴ Dans sa Charte de la Révolution Socialiste Malgache, Ratsiraka énonce son projet social et dans le chapitre consacré à l'éducation, reconnaissant la complexité de la tâche que le pays devra accomplir pour réaliser sa vision socialiste et démocratique et les limites financières également, il pose déjà un préalable de réajustement par rapport aux moyens disponibles.



actuellement dénudées de leur sens originel et prônées ici et là à chaque excès de nostalgie ancestrale comme les *fihanavana*, *firaisankina* (la solidarité), *fanajana ny raiamandreny* (le respect des aînés) et *fandefarana* (la tolérance voire la soumission) ?

Sans vouloir entrer dans un débat sans fin¹⁵, il semble que Madagascar ne soit pas encore prêt à vivre pleinement les valeurs républicaines¹⁶. Or, la mondialisation avançant à une vitesse exponentielle et amenant avec elle une universalisation confirmée de ces valeurs occidentales, Madagascar, quand bien même réticente, ne saurait y échapper.

Pour en revenir à l'éducation à Madagascar donc, c'est l'inexistence de la transmission des valeurs fondamentales à l'école qui constitue une vraie plaie dans le comportement quotidien des Malgaches d'aujourd'hui. D'ailleurs, l'enseignement à Madagascar a cessé, sinon n'a jamais joué son rôle de transmission des valeurs morales. Après la suppression, en 1986, du service national militaire et civique, aucun autre moyen de formation formel ne permet d'inculquer à la population les notions de citoyenneté, de responsabilité, d'engagement. En effet, l'éducation est le vecteur des notions de politesse, de savoir-vivre, de civisme... Si l'éducation formelle n'inculque pas ces valeurs, comment pourraient-elles se perpétuer à travers l'éducation informelle véhiculée par la société ? En effet, il semble que les cours obligatoires de morale, d'instruction civique ou même d'éthique ne subsistent plus que dans le programme scolaire de quelques établissements scolaires malgaches.

Les notions de citoyenneté, de nation, de liberté et d'égalité sont floues pour les Malgaches. Aussi, ils ne peuvent vraiment apprécier des valeurs dont le contenu leur a été dicté ou imposé sans qu'ils aient eu à se battre pour l'acquérir. Si dans les autres pays, ces valeurs ont un contenu et sont fortement ancrées dans les mentalités, c'est qu'elles ont été acquises au prix de la sueur et du sang, dans un contexte de rudes batailles¹⁷.

¹⁵ En effet, à Madagascar, les questions sur la transmission des valeurs républicaines, dites occidentales, et des valeurs traditionnelles malgaches poussent à des positions manichéistes radicales comme si la conciliation de ces deux catégories de valeurs dans la culture malgache était impossible à envisager.

¹⁶ RALAMBOMAHAY, Toavina. Pour une école de la République. In *The Times of Madagascar*. Editorial du mardi 05 juillet 2011.

¹⁷ « La conception française de la citoyenneté a été forgée dans un contexte de lutte entre républicains et catholiques et de conquête de la démocratie ». Source : BOZEC, Geraldine. DUCHESNE, Sophie. Apprentissage de l'universalisme citoyen en France, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2007, vol.44, p95-104.

Sur un autre point de vue, la qualité de l'éducation est sacrifiée, ou peut-être reléguée au second plan car l'accent est surtout mis sur la quantité. C'est l'une des grandes dérives des stratégies entreprises dans le cadre de l'initiative « Education Pour Tous » dans divers pays d'Afrique¹⁸.

- La pauvreté de l'enseignement

Par pauvreté de l'enseignement s'entend une insuffisance de la diversité des offres d'enseignement proposées par l'Etat. Par exemple, l'intégration dans les programmes scolaires nationaux d'activités artistiques et sportives est un phénomène très récent à Madagascar. De plus, la plupart des établissements d'enseignement public n'en offre pas à leurs élèves, ou si c'est le cas, moyennant paiement supplémentaire aux frais scolaires initiaux. Et même les académies de sport et d'art relèvent d'initiatives privées, excepté l'académie de football de Ratsiraka. C'est ainsi qu'en sport ou en art, les élèves malgaches dotés de talent ne pourront presque jamais espérer évoluer dans le professionnalisme en ces domaines si ce n'est par l'obtention de formations ou stages effectués à l'étranger.

- L'inadéquation du contenu du programme scolaire avec les réalités sociales

Le système éducatif doit toujours suivre une stratégie crédible d'une part, c'est-à-dire répondant aux besoins spécifiques des populations (éducation universelle, alphabétisation des adultes, alphabétisation des femmes, ...) et s'adaptant à leurs réalités locales (mise en place d'établissements scolaires nomades, adoption d'horaires scolaires particulières, ...) et, s'aligner dans la philosophie politique du pouvoir d'autre part. Or, à Madagascar, la première condition est souvent négligée au bénéfice de la seconde. D'où les crises sociales, voire politiques à répétition.

Effectivement, la première crise politique malgache a éclaté par la grève générale initiée par des lycéens et des universitaires en 1972, du fait de cette insatisfaction populaire des politiques mises en œuvre par l'Etat. Les populations réclament des politiques reconnues pour leur capacité à changer les choses, à améliorer leur vie quotidienne. A Madagascar, une inadéquation de ce qui est enseigné avec les besoins des communautés est constatée.

¹⁸ cf Enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) dans l'article de DURET, Elsa. Atteindre les objectifs d'Éducation Pour Tous en Afrique subsaharienne : état des lieux, marges de manœuvre et défis pour les politiques publiques. In *Mondes en développement*. 2005, Vol.4, n°132, p. 57-84.



L'exemple le plus flagrant en est l'enseignement technique et professionnel à Madagascar qui est très limité et qui ne correspondent pas toujours aux réalités spécifiques des diverses régions. D'ailleurs, ces enseignements sont rarement dispensés dans les zones rurales où l'application des acquis de ces formations est la plus nécessaire. De plus, peu de personnes formés auprès de ces établissements reviennent dans leur région d'origine pour y travailler, mais essaient plutôt de tenter leur chance dans les villes.

Il s'agit en fait de problèmes d'identification des besoins locaux. Or les populations sont « capables d'identifier les priorités (santé et alphabétisation notamment) et de proposer des initiatives locales susceptibles de renforcer les politiques nationales¹⁹ ». Une approche par le bas dans l'élaboration des politiques sociales est pourtant la meilleure. Une solution serait de consacrer un volume horaire déterminé des heures d'enseignement pour des cours optionnels définis par les communautés régionales respectives.²⁰

- Les déconvenues du bilinguisme

Avant d'aborder le bilinguisme lui-même, il est incontournable d'aborder en cette partie les problématiques de la malgachisation, qui, d'une certaine manière était perçue comme une solution aux revers du bilinguisme à Madagascar, un retour aux sources, une revanche de l'histoire sur l'usage de la langue française dans l'enseignement d'avant. Depuis l'indépendance, l'enseignement était entièrement dispensé en français, même pour la discipline malgache. Cela dura tout le temps que l'éducation nationale était sous la charge d'un secrétariat d'Etat auprès de la Présidence²¹ jusqu'au mouvement populaire de 1972²². Le problème de la langue d'enseignement fut à l'origine du mouvement étudiant de l'époque. Cette malgachisation de l'enseignement a été initié par Ratsiraka dans une vision d'impératif dans « l'édification d'un Etat véritablement malgache »²³. En effet, cette réforme

¹⁹ Aide et Action International. OMD 2015 : le mirage ! Des voix citoyennes sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Septembre 2010.

²⁰ Environ 20 % des heures pour des cours choisis par les élèves et leurs parents en Finlande. Source : IRMELI, Halinen. L'école de l'équité et de l'intégration, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, avril 2006, vol.41, mis en ligne le 15 novembre 2011,. URL : <http://ries.revues.org/1160> consulté le 06 novembre 2012.

²¹ Le secrétariat d'Etat auprès de la Présidence en charge de l'éducation nationale était conduit par Laurent BOTOKEY de l'indépendance à 1972.

²² Source : <http://www.education.gov.mg/> consulté à la date du 05 octobre 2012.

²³ Charte de la Révolution Socialiste Malgache : Tous azimuts.

de l'enseignement de la II^{ème} république, s'appuyant sur les idées essentielles de démocratisation (dans le sens d'égalité de chance pour tous), décentralisation et malgachisation, répondait alors aux aspirations de ces universitaires grévistes de 1972. Mais l'échec en fut cuisant, et une génération a fait les frais de cette expérience avortée. Mais cette leçon d'il y a 35 ans n'a pas été retenue par Ravalomanana qui relança une malgachisation de l'éducation de base en toute connaissance de cause des revers de cette initiative. Quelques soient les motivations de ces deux régimes, ces tentatives ont voulu répondre à la problématique du bilinguisme dans l'enseignement à Madagascar.

S'agissant de la situation du bilinguisme à Madagascar, Zefiniasy Rafaralahy-Bemanajara²⁴ en décrit très clairement la problématique:

« - bilinguisme reposant sur le français et le malgache dit « officiel » pour la couche des gens issus des hauts plateaux et ayant pu pousser leurs études jusqu'au niveau du secondaire ou au delà.

- situation légèrement plus complexe pour leurs homologues dans les régions côtières, car, ceux-là, ils ont appris généralement à parler dans leur variante maternelle, puis ils ont appris le malgache officiel et le français à l'école par la suite. »

Ce second point renvoie à un handicap de l'enseignement dans les régions côtières qui sont alors tenues d'apprendre aussi dans une langue différente de leur variante maternelle, en sus du français. Or, on pourrait facilement penser que le fait que Madagascar soit dotée d'une seule langue sur tout le territoire de l'île puisse éviter les barrières linguistiques non seulement en termes de communication inter et intra-régionale mais également en termes d'éducation. Mais le système éducatif de la Grande île, comme ceux de quelques pays d'Afrique est confronté aux revers du bilinguisme²⁵.

Un dérivé du problème de bilinguisme à Madagascar également, c'est que la pauvreté en vocabulaire de la langue malgache pousse à l'usage d'un discours mixte, communément appelé *vary amin'anana*. C'est une pratique dénoncée par les académiciens, la taxant de dérive malpropre de la langue malgache, mais soutenue par les linguistes universitaires, y trouvant une expression évolutive de la langue vivante. Ce qui semble être le problème est alors que

²⁴ RAFARALAHY-BEMANAJARA, Zefiniasy. Enseignement des langues maternelles dans les écoles primaires à Madagascar. UNESCO, Division des structures, coutumes, méthodes, et techniques de l'éducation. Paris, Février 1983, 38p.

²⁵ EKOMO ENGOLO, Camille. Analyse sociologique du bilinguisme d'enseignement au Cameroun. In : *Education et sociétés*, 2001, vol.2, n°8.



rare sont les Malgaches pouvant s'exprimer « proprement » dans la langue malgache dite officielle. La majorité s'exprimant quotidiennement dans ce discours bâtard. Il sied cependant de noter que les variantes malgaches des régions côtières sont plus souples que le malgache officiel et utilisent des vocabulaires étrangers parfaitement malgachisés et identifiés comme tels, sans que son usage renvoie à du *vary amin'anana*.

L'énoncé de cette profusion de problèmes sur le système d'enseignement à Madagascar n'a pas pour but de décourager face à l'ampleur de la tâche qui nous attend pour améliorer ce système. Justement, en toute connaissance de cause, il faut maintenant « repenser le système éducatif pour un meilleur devenir ». Pourquoi un meilleur devenir et non un meilleur avenir? L'avenir est un état futur : c'est la destination tandis que le devenir est un processus d'un état à un autre : c'est le voyage. Tout simplement aussi parce que l'avenir commence demain, mais que le devenir commence maintenant. Ci-après alors nos visions respectives pour ce cheminement vers le système éducatif idéal !

II. Plaidoyer pour un système éducatif meilleur à Madagascar

II.1 Education, politique et société

L'éducation est un précepte noble et nul n'ignore l'importance capitale de son rôle au sein de la société. Il est juste qu'on en fixe un idéal. Parler de l'éducation c'est évoquer une institution sociale, un système éducatif qui possède des structures, des normes et des règles de fonctionnement. L'éducation est un sujet complexe et délicat et sera toujours une préoccupation majeure de toutes les générations puisqu'elle demeure inséparable de l'évolution sociale.

Quelle vision opter pour donner vie aux valeurs nobles de l'éducation? Quelles stratégies adopter?

Il a été question de non séparation de l'éducation avec le social. Cependant, il est évident de focaliser notre rêve sur ces deux éléments inséparables. La meilleure vision sera d'avoir une éducation promotrice de la paix sociale, maître d'œuvre du développement.

De ce fait,

Rappelant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme²⁶ en son article 26 sur l'éducation, **Rappelant l'article 4 de la Déclaration de principes sur la tolérance de l'UNESCO**,

A. Quelle figure politique pour l'avenir de l'éducation ?

Article I : En tant qu'institution inséparable de l'évolution sociale, l'institution sera normalisée afin qu'elle puisse posséder des structures des normes et des règles de fonctionnement fiables pour la société. Elle garantira:

Principe 1 : l'exercice de la démocratie, facteur du développement.

Principe 2 : l'équité, l'efficacité et la flexibilité de la politique éducative adoptée. L'objectif sera d'octroyer des résultats tangibles dans les différents domaines de la société.

Principe 3 : le bon fonctionnement et la mise en place des autorités scolaires qui seront les gendarmes du respect de la paix scolaire²⁷ dans toutes ses formes.

Article II : La politique éducative à élaborer sera votée et acceptée à l'unanimité par les autorités scolaires et les acteurs de l'enseignement. Cependant,

Principe 4 : Cette politique sera élaborée/conçue par une équipe représentative de la population (urbaine, suburbaine, rurale), des divers disciplines et secteurs de production, et en genre.

Principe 5 : Le résultat²⁸ sera promulgué à la masse populaire avant sa mise en fonction.

Article III : Les moyens éducatifs seront pris en considération par chaque domaine d'activité. Toute activité fera l'objet d'un quota sur l'éducation²⁹.

Tout acteur du développement sera encouragé à :

Principe 6 : Élargir le système de communication et d'information dans tous les domaines. Chaque acteur est invité à voir leur apport avec l'éducation.

Principe 7 : Étudier le système d'évaluation de la politique éducative face aux divers changements³⁰.

B. Education inséparable de la société

Article IV : Nous réitérons que l'éducation est une

²⁶ adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1948.

²⁷ Paix sociale : Non violence à l'égard des enfants et autres, tolérance, intégrité ... Ces éléments seront l'édifice du développement.

²⁸ Résultats à promulguer: contenu du document sur la politique éducative, résultat du vote.

²⁹ Éducation au sens large, selon les besoins.

³⁰ Divers changements : de régime n'implique pas l'arrêt d'une politique éducative entamé et adopté...



affaire de la société. Cependant, les pédagogues/formateurs/animateurs/éducateurs... seront appuyés/renforcés par les services d'accompagnement³¹ qui seront en charge en premier lieu des résolutions des difficultés d'ordre émotif, comportemental et social. Par rapport à ces deux éléments, il nécessite de mettre en place :

Principe 8 : Un système de renforcement des règlements au niveau des établissements scolaires et de formation... Ceux-ci seront sanctionnés³² pour chaque violation du règlement.

Principe 9 : Un système d'entente entre les acteurs de l'enseignement pour le maintien d'une bonne communication et en conformité avec la déontologie des métiers d'enseignement à Madagascar, élaboré dans l'annexe de la politique éducative (A/II-1, II-2).

Article V : Enrayer l'ignorance en généralisant la gratuité de l'enseignement afin de ne pas exclure les populations défavorisées.

Article VI : Les instruits et les éduqués, ..., seront valorisés par le système évolutif de l'Homme. C'est-à-dire que chaque individu sera traité par rapport à son état physique, psychique, psychologique et émotionnel. Cependant, il est vivement conseillé :

Principe 10 : D'adopter un contenu fiable à la structuration évolutive humaine et à son environnement social (A/I-1, I-2).

Principe 11 : De faire surgir les nouvelles formes d'instruction professionnelle combinant de manière étudiée, d'une part les notions théoriques, large vue sur la technologie, et d'autre part l'entraînement pratique et en particulier l'«éducation de l'attention». C'est l'attention, la décision prompte avec des réactions exactes et une grande souplesse motrice qui distingue la machine de l'être humain.

C. Moyen de faire aboutir ces directives

Article VII : La communication et l'information seront des outils à mettre à l'avant de tout acte. Toutes les entités participantes seront fortement conseillées de respecter l'usage des ces outils. Chacun est encouragé à voir la faisabilité de ce processus dans leur domaine d'intervention.

Article VIII : Toute émission concernant le processus d'orientation sera évaluée par la qualité de la communication et de l'information à faire passer. Un organe créé selon la structure de l'enseignement va se charger de cette approche.

³¹ Service d'accompagnement à mettre en place selon le type d'institution envisagé (voir A/I-1)

³² Sanction dictée par des réglementations relatives à l'éducation A(I-1) (à concevoir)

II.2 L'éducation dans le monde politique

Tout reste à faire, et ce n'est pas une exagération. L'absence de culture démocratique se situe à toutes les échelles organisationnelles. De la plus petite unité citoyenne qu'est l'individu, aux institutions d'envergure nationale. Le monde politique plus particulièrement n'échappe pas à cette lacune. Entre mauvaise interprétation de valeurs (*fihavanana*, *fiaraha-monina*) et abus d'un pouvoir nouvellement acquis, le monde politique malgache s'enlise dans des conflits d'intérêts axés sur l'individu et non le groupe (la Nation).

Ainsi, la « perception » générale d'une personnalité politique se résume à son ou ses titres, les biens (villas, 4x4, ...) et entreprises en sa possession, parfois sa situation socioculturelle. La « perception » d'un parti politique se résume à son leader. La « perception » du rôle politique d'une institution se résume à la répétition des réalisations déjà faites par celle-ci par le passé, et ce, même si ce sont des réalisations inachevées ou inadéquates. Par la force des habitudes, le citoyen lambda reste un simple spectateur dans l'expectative d'un leader au passé personnel glorieux, susceptible de réaliser les rêves de toute une nation. Laquelle ou lequel d'entre nous ignore encore la réalité de la situation du « *Iza moa ianao io, no miseho mahay sy mahavita, mpanome lesona ?* »³³

Puisque la situation est à ce point catastrophique, nos sentiments et états d'âme se doivent de s'effacer, afin de laisser place à une prise d'engagement pragmatique et raisonnée, en attendant l'arrivée de la première génération malgache résolument « citoyenne », que nous avons à former en parallèle, dès aujourd'hui !

Considérant le citoyen comme unité disposant d'office des mêmes droits et libertés, responsabilités et devoirs que n'importe quel autre citoyen³⁴.

Considérant que toute entreprise de développement, de réformes, toute aspiration à un meilleur devenir à Madagascar passe

³³ « Pour qui tu te prends, comme si tu pouvais ne serais-ce qu'être écouté ? Quelles sont tes preuves de réalisations, pour oser donner des leçons ? »

Perception populaire de sa propre situation d'impuissance, et plus particulièrement de bon nombre de nos personnalités politiques, pour lesquelles le *manam-boninahitra* est synonyme de « toute puissance – toute raison »...

³⁴ Déclaration universelle des droits de l'homme

Site des Nations Unies - <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>



obligatoirement par une considération politique, plus particulièrement le développement durable³⁵.

Considérant que chaque individu dans ce pays est donc à la fois acteur et bénéficiaire dans le processus de développement dans lequel Madagascar s'est toujours engagé.

Considérant qu'il n'y a de développement dans un cadre démocratique et respectueux des droits humains qu'avec l'aide et le concours d'un peuple non seulement instruit mais également éduqué.³⁶

Considérant sans équivoque, que le problème de Madagascar est toute une question éducative, passablement négligée depuis des décennies, dont la faille commence dès l'individu lui-même.

La présente déclaration proclame qu'il est impératif de déclencher ici et maintenant une prise de conscience généralisée en particulier sur le plan politique, passage omniprésent préalable à tout changement.

Article Premier – Madagascar n'a besoin que de leaders de développement

Les leaders devront justifier d'un profil clair, qu'ils puissent prétendre représenter un jour l'aspiration de tout un peuple. Un leader ne répondant pas à ce profil se doit d'acquérir de nouvelles compétences pour répondre aux critères requis.

Principe 1 : Des leaders armés d'idées et de valeurs, d'une vision. Le « nomadisme politique » est la manifestation d'un intérêt centré sur la minorité et non sur le groupe.

Principe 2 : Des leaders résolument préparés, donc instruits, conscients des enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels dans leur domaine de responsabilités³⁷.

Principe 3 : Des leaders éthiques, soucieux de la dimension humaine, impartiaux et désintéressés, conscients de la notion de redevabilité et responsables.

³⁵ Pas de développement durable sans éducation - Kōichirō Matsuura
Sommet mondial de l'Unesco sur le développement durable – 26 Août – 4 Septembre 2002. URL:
http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=1454&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

³⁶ « Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets. » - Alfred Sauvy

³⁷ Pour un président de tous les Malagasy par exemple : La Culture et l'identité est une question essentielle :

Notre intérêt commun est-il une coopération au niveau des régions (inter dépendance) ou une autonomie plus forte ? Question de la souveraineté nationale. De la souveraineté régionale ? La priorité est-elle le développement global ou la défense des identités ? Sont-ils compatibles ?

Principe 4 : Des leaders proches de leurs suiveurs et du peuple, partageant leurs attentes, et défendant l'intérêt du groupe.

Principe 5 : Des leaders rigoureux dans l'exercice de leur responsabilité, en particulier sur les croyances, mythes et réalités de notre diversité culturelle.³⁸

Article 2 – De vrais partis politiques

Chaque parti politique devra justifier d'un profil écarlate, qu'il puisse prétendre considérer et défendre les aspirations et idéaux d'un groupe de citoyens. Un parti politique qui met l'accent sur les idées, les valeurs, et non sur le leader donnera de la considération à ses militants. Ceci est le point de départ d'une éducation citoyenne au sein du parti.

Principe 6 : Un parti politique n'a de raison d'être que la défense et la représentation des idées, valeurs, et de la vision commune des membres. Son leader sera le représentant qui portera cette idéologie devant la nation.

Principe 7 : Un parti politique ne peut exister que par une association d'individus défendant les mêmes idées et partageant les mêmes objectifs.

Principe 8 : Un parti politique doit disposer d'une Charte de valeurs, d'une vision, et du programme politique de développement adéquat relatif à cette vision. Ces documents sont du domaine public.

Principe 9 : Tout parti ne répondant pas aux dispositions énoncées sera régulièrement déprécié, et à terme, dissout.

Principe 10 : Tout parti devra respecter une politique de relève permanente et performante.

Principe 11 : Tout parti formera ses militants, qui à leur tour, dispenseront auprès de la population une formation civique de qualité, en particulier pour les élections, et ce, régulièrement.

Article 3 – Des statuts, normes et codes de conduite révisés

³⁸ Il est par exemple remarquable qu'un Malagasy des hauts plateaux arrivant en visiteur dans la région Atsimo Andrefana se fasse d'emblée étiqueter de *Vazaha* (de l'extérieur) Le « clanisme » à la malgache est une réalité, malgré toute la volonté de le cacher, de le marginaliser. Ne pas en tenir compte ne fait que repousser le problème un peu plus loin.

2012, Madagascar à la croisée des chemins – Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté :

Le Fédéralisme : une piste à explorer. - La modernisation de la bureaucratie et des institutions.

Ketakandriana Rafitoson – P.17

Chaque leader politique devra tenir une position claire quant à la proposition et au choix du système politique pour Madagascar. Le fédéralisme ou l'indépendantisme se justifient peut-être selon certains, mais il est clair que la décentralisation soit une démarche plus qu'évidente.



Ce sont des balises garantes de la bonne démarche d'un processus de développement. Les appliquer requiert des individus responsables.³⁹ Les faire appliquer contribue à l'apprentissage du respect et de l'application d'une bonne méthode/démarche/gouvernance.

Principe 12 : De nouvelles normes, codes, statuts considérant toutes les étapes, titres, échelle de chaque personne politique doivent rééquilibrer la balance des pouvoirs et la charge budgétaire alloué.⁴⁰

Principe 13 : L'élaboration de normes authentiques ne se limite pas au statut des responsables politiques, ni même au domaine politique. La Société Civile par exemple devra se justifier d'être garante du maintien du civisme, de la démocratie et de la bonne gouvernance, notamment pendant la tenue des élections. Ou encore, l'Etat n'est pas synonyme de « toute puissance »...

Article 4 – Un système éducatif structuré et fortement institutionnalisé

Il n'y a que par les décisions politiques que les réformes de l'enseignement pourront se faire. Il faut donc déjà résoudre le casse-tête bien avant de présenter un programme politique de développement (...bien avant de créer encore et encore de nouveaux partis)

Principe 14 : Une décentralisation du système éducatif inscrit de façon claire dans le programme général de développement de l'Etat, dont la gouvernance doit être locale et autonome, disposant d'un budget décentralisé.

Principe 15 : L'accès à l'enseignement pour tous.⁴¹

Principe 16 : Un programme d'enseignement en adéquation avec notre situation culturelle, sociale et économique.⁴²

Principe 17 : Le programme de l'éducation civique comme tronc non négligeable de l'enseignement, tremplin pour un futur « plus citoyen ».

Article 5 – Une vision globale

Principe 18 : Toutes les dispositions de la présente déclaration sont indissociables et

³⁹ Raison des Articles 1, pour les personnes, et 2, pour les organismes.

⁴⁰ Incluent une définition claire du statut des anciens chefs d'Etat et de Gouvernement (Retraite, protection rapprochée, biens publics à leur disposition...)

⁴¹ L'île Maurice a bien réussi dans ce domaine.

⁴² Exemple : Quelles valeurs enseigner ? Le *fihavanana* ? Le *hasina* ? Le *tsinytody* ? Ou l'éthique, l'intégrité, la solidarité citoyenne, la rigueur... ? Autre chose ? Et comment ? L'impact est-il le même pour des étudiants du Bongolava, de la SAVA, d'Atsimo-Andrefana ?

complémentaires. Aucun article ne peut donc être interprété afin de permettre un acte allant à l'encontre d'une seule disposition de la présente.

L'on peut s'étonner de la nature abstraite et imprécise de la déclaration, tantôt axé sur les institutions, tantôt axé sur l'individu. Elle est pourtant simple : l'individu Malgache, s'il se regarde dans le miroir, est en général « faillible » et a donc besoin d'éducation. Pour les mieux préparés, ils sont, pour le moment, une minorité. Si l'individu est faillible, alors l'institution est faillible. De quel effectif d'hommes politiques fiables et vecteurs de réformes disposons-nous ? Vu notre palmarès actuel, oups, aucun ? (ça fait mal à l'ego de certains, naturellement) Il est donc normal de repartir de la base même de l'individu, sa nature, son identité, ce qui le forge et ce qu'il forge dans son histoire...

Mais il est stupide d'attendre « un effectif » pour changer la donne. Ceci viendra, de toute façon, avec le temps. L'histoire de l'humanité l'a prouvé de par les millénaires successifs, et elle est toujours la même : Un groupe de leaders armés de convictions prennent le pouvoir et instaurent les normes d'une politique de développement pragmatique. La population ne comprend pas. Mais en vivant la vision de ce groupe, elle commence à prendre conscience et se découvre une meilleure place, un rôle. Elle finit par trouver le moyen de participer à ce développement, et propose, enfin, plus de visions, réalise des « *I had a dream...* », et participe au futur de la nation. Elle a trouvé une voie démocratique.

...A Madagascar, tout reste à faire, et ce n'est pas une exagération ! Sommes-nous là, « vrais leaders » ?

II.3 Education, un facteur économique incontournable

L'éducation est étroitement liée à la littérature économique qui lui-même est en fonction de la politique de croissance économique. Pour Madagascar, à défaut de vulgarisation des récentes études sur l'état de lieux des besoins économiques en matière d'éducation, à défaut aussi de politique économique clairement défini, la littérature populaire s'en charge, au mieux, la formation sur le tas se démultiplie, et dans les pires des cas, les abandons scolaires et les mauvaises orientations s'avèrent être une fatalité. Pour y remédier, à notre niveau, la présente déclaration a l'ambition de proposer des choix stratégiques mettant en lien l'économie et l'éducation.

Considérant que le capital humain est le premier fond d'investissement pour le développement d'un pays,

Tenant compte de la dimension économique du transfert de connaissance comme élément fondateur de développement humain,



Rappelant que l'éducation est un moyen incontournable pour l'homme de se dépasser, d'organiser sa société, de structurer sa pensée, ses rêves et ambitions,

Convaincue de la nécessité d'une refondation du rapport éducation – économie

La présente déclaration insiste sur la valorisation des acquis en matière d'éducation, l'urgence de réforme éducative compatible aux besoins contemporains et en même temps rétroactive pour une vision à long terme et enfin, elle insiste en parallèle, sur le besoin vital d'une mutation éthique, garant de l'équité dans le domaine de l'éducation.

Article I : Investir dans l'éducation, c'est miser sur des valeurs sûres, c'est soutenir l'avenir, d'où le rôle primordial de l'Etat providence dans la structuration d'une politique publique efficace en matière d'éducation :

Principe 1 : Assurer que l'Etat participe au financement des études, et à l'accessibilité du maximum de population à l'enseignement.

Principe 2 : Mettre en place, par l'Etat, des mesures nécessaires afin de contrer l'abandon scolaire, afin de promouvoir la discrimination positive, incontournable pour accroître le taux de scolarisation des populations précaires.

Principe 3 : Allouer des fonds publics destinés à la promotion d'une meilleure éducation : valorisation des acteurs de l'éducation, des infrastructures.

Principe 4 : Disposer de fond de recherche pour promouvoir l'évolution des acquis, pour le développement de la connaissance.

Principe 5 : Il est aussi indispensable que l'Etat joue son rôle de régulateur des structures privées dans les démarches de normalisation. En effet, le domaine de l'éducation est certes un marché rentable, mais un marché où la transmission d'information exige le respect des normes, implique l'application de législation particulière.

Article II : S'élargir au maximum de capital humain Outils de construction identitaire incontournable, l'éducation a besoin d'enracinement dans une valeur sûre, compatible aux références locales.

Principe 6 : Instaurer des formes d'éducation inclusive, capitaliser les ressources culturelles en héritages, intégrer les collectivités territoriales dans les projets éducatifs.

Principe 7 : transmettre le savoir local dans l'objectif de canaliser la fuite des cerveaux, et de valoriser par la suite, les compétences locales (projet d'éducation au niveau des *fokontany*, Communes)

Principe 8 : repérer les impacts parentaux sur les transferts et le choix scolaires, d'où la nécessité d'optimisation dynamique des orientations

individuelles « faire le meilleur choix possible en fonction d'un avenir voulu et souhaitable »

Article III : Un investissement en capital humain, pour la croissance économique à long terme.

L'éducation est indéniablement à caractère stratégique pour l'économie, de ce fait :

Principe 9 : Réformer les offres de formation pour se conformer au besoin du marché du travail, c'est aussi incontournable pour une amélioration du capital humain. Pour un effet positif sur le revenu par habitant, il est indispensable de mettre en adéquation les formations aux besoins économiques.

Principe 10 : Adapter les langues d'enseignement conformément aux marchés des langues en présence.

Principe 11 : Développer le capital humain c'est aussi mettre à jour - par des programmes réguliers - les compétences, les expériences et le savoir, afin de toujours accroître le rendement.

Principe 12 : Accroître le réservoir de main d'œuvre qualifié en augmentant les centres d'enseignement technique, agricole, artisanal et autres structures de formations répondant aux besoins qu'exige le contexte malgache.

Différent des avis des experts en économie de l'éducation, cette déclaration part des constats au quotidien - démontrant plusieurs lacunes - d'une démarche d'engagement citoyenne, d'une soif de renouveau, de la conviction à un possible changement, d'un espoir à un meilleur devenir.

Conclusions

En parcourant l'état des lieux de l'éducation à Madagascar, on arrive à la malheureuse conclusion qu'il s'agit vraiment d'un crime contre la société, d'un crime envers les générations victimes des expérimentations hasardeuses en matière d'éducation. Pour Madagascar, la poursuite des programmes et des politiques d'éducation est en perpétuelle remise en question du fait du non respect de la continuité de l'Etat. Les conséquences néfastes issues de ces problèmes sont irrémédiables. A l'échelle individuelle, on croirait qu'elles sont à peine sensibles, pourtant en les évaluant sur les générations successives, on ne peut que constater un problème incommensurable! Avons-nous déjà évalué le nombre de victimes des bouleversements générés par les orientations éducatives expérimentales sans garanties ni plans fiables à long terme mais juste dictées par la loi du gouvernant? Sommes-nous conscients des souffrances accumulées au fil des années par nos communautés du fait des problèmes liés à l'éducation ?

La prise en compte des conditions économico-sociales des populations cibles est avant tout nécessaire avant toute mise en œuvre de politiques



publiques. C'est l'une des raisons pour lesquelles Madagascar faille en certains de ses domaines de développement. Voilà pourquoi il est indispensable de connaître les désidératas des populations, quitte à des consultations populaires : par une approche par la base, une démocratie participative.

Certes, des facteurs exogènes ne sont pas étrangers à la situation actuelle de notre pays: l'acculturation étrangère véhiculée par la mondialisation, les dominations coloniale et néocoloniale passées, l'aliénation du malgache... Mais ces facteurs à eux seuls n'expliquent pas entièrement la situation chaotique de l'éducation dans notre pays. Nous sommes bel et bien les premiers responsables du malheur qui nous accablent. En fait, nous n'avons jamais fait preuve de pragmatisme dans l'élaboration des politiques éducatives, mais notre empressement à l'exercice du pouvoir nous a fait échouer. Nous ignorons que la réussite est façonnée par la pratique. Au-delà de ce constat, réaliste malheureusement, mais non pessimiste, il est temps actuellement d'avancer des propos éclairés pour faire face au futur.

Comment donc canaliser, diriger et coordonner les bonnes volontés et les actions de tous les acteurs afin de se rapprocher d'une façon continue et durable de l'image souhaitée de l'éducation dans le futur ?

Il faut avoir la conviction que réaliser ses rêves n'est pas utopique, mais c'est plutôt garder un regard

permanent sur notre entreprise. Dès lors, l'adoption de cette vision « éducation promoteur de la paix sociale, maître d'œuvre du développement » nous demandera de rudes efforts quotidiens doublés d'une fidélité dans nos engagements.

Une institution forte et dotée des moyens nécessaires est aussi requise. Seule une normalisation institutionnelle garantira le respect des droits, des structures et des règles de fonctionnement à suivre. Cela permettra une pérennisation des stratégies politiques éducatives du pays par la continuité des processus de construction ou de reconstruction du système éducatif.

Nous soutenons ainsi le noble principe selon lequel tout homme d'Etat devrait être une personne éthique, une personne de parole, de valeur et d'engagement, une personne au service du peuple, au service de Madagascar. Et cela commence par chacun d'entre nous, car nous également, nous sommes des acteurs de cette (nouvelle) éducation.



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

1. BABAULT, Sophie. *Langues, école et société à Madagascar. Normes scolaires, pratiques langagières, enjeux sociaux*. Paris : L'Harmattan, 2006, 320 p.

Articles, publications spécialisées et périodiques

1. AIDE ET ACTION INTERNATIONAL. OMD 2015 : le mirage ! Des voix citoyennes sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Septembre 2010.

2. BOZEC, Géraldine. DUCHESNE, Sophie. Apprentissage de l'universalisme citoyen en France, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2007, vol.44, p95-104.

3. COURY, Diane. Le financement du système éducatif et ses implications sur les problèmes d'équité. Projet MADIO, mai 1997.

4. DELEIGNE, Marie-Christine. MIAUTON, Florence. Education et pauvreté à Madagascar : une problématique à reconsidérer, *Communication Provisoire*.

5. Document Cadre de Partenariat France-Madagascar (2006-2010)

6. DURAND-PRINBORGNE, Claude. La dimension juridique de l'éducation dans les pays de langue française. In *Carrefours de l'éducation*, 2001, vol.1, n°11, p. 66-89.

7. DURET, Elsa. Atteindre les objectifs d'Éducation Pour Tous en Afrique subsaharienne : état des lieux, marges de manœuvre et défis pour les politiques publiques. In *Mondes en développement*. Ed. De Boeck Supérieur, 2005, Vol.4, n°132, 140p.

8. EKOMO ENGOLO, Camille. Analyse sociologique du bilinguisme d'enseignement au Cameroun. In : *Education et sociétés*, 2001, vol.2, n°8, p.135-161.

9. HECKMAN, James. Micro Data, Heterogeneity, and the Evaluation of Public Policy: Nobel Lecture. In *Journal of Political Economy*, 2001, vol. 109, n°4, p. 673-748.

10. HUGON, Philippe. Variables démographiques et éducation en Afrique ou le mirage des Objectifs du millénaire pour le développement. In *Mondes en développement*, 2008, vol.2, n°142, 138p.

IRMELI, Halinen. L'école de l'équité et de l'intégration, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, avril 2006, vol.41, mis en ligne le 15 novembre 2011.

11. JOANIS, Marcelin. L'économie de l'éducation: méthodologies, constats et leçons. Série scientifique, Montréal. Juillet 2002.

12. LES AMIS DE MADAGASCAR. Plan Education Pour Tous, situation en 2005, Actualisation des objectifs et stratégies. Initiative Fast Track. 04 mai 2005.

13. NORAD, Eva Kløve. NORAD, Siren Solhaug. WIRAK, Anders. RAHANIVOSON, Roselyne. Norwegian support to Madagascar's Education for all Plan. Appraisal Report. Antananarivo/Oslo. September 2005.

PAUL VI. *Populorum progressio*: La question sociale est aujourd'hui mondiale. Encyclique sur le développement des peuples.

14. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD). Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) 2011, Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous. New York, 2011, 202p.

15. RAFALIMANANA, Albert. Education Pour Tous : Bilan à l'an 2000. Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base.

RAFARALAHY-BEMANAJARA, Zefiniasy. Enseignement des langues maternelles dans les écoles primaires à Madagascar. UNESCO, Division des structures, coutumes, méthodes, et techniques de l'éducation. Paris, Février 1983, 38p.

RAFITOSON, Ketakandriana. Madagascar à la croisée des chemins. Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté. Policy paper 2. Friedrich Ebert Stiftung. Mai 2012.

16. RALAMBOMAHAY, Toavina. Pour une école de la République. In *The Times of Madagascar*. Editorial du mardi 05 juillet 2011.

17. RAMANANTOANINA, Patrick Philippe. Secteur de l'éducation : un effort concerté pour maintenir les acquis et rattraper les retards. In *Dialogue sur le développement économique*. Note de la Banque Mondiale, al.

18. RAMANANTSOA RAMARCEL, Benjamina. Education Pour Tous (E.P.T.), une construction complexe : les apports des sciences sociales. Ecole Normale Supérieure. Université d'Antananarivo.

19. RAMINOHARIMALALA, Lisy Miadanirina. Nouvelle approche de l'enseignement de base à Madagascar : performance et perspectives. In *Taloha*, n°19, 30 janvier 2010.

20. RANAIVO, Velomihanta. Le système éducatif de Madagascar. In *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2007, vol.46, p.125-132.

Lois et règlements

1. Charte de la Révolution Socialiste Malgache : Tous Azimuts du 26 aout 1975.

2. Décret n°2003-103 en date du 11 février 2003 fixant les attributions du Ministre de l'Enseignement Secondaire et de l'Éducation de Base ainsi que l'organisation de son ministère.

3. Loi n°94-033 du 13 mars 1995 portant orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, *JORM n°2379 du 21.08.96 p. 1684*.

4. Loi n°2004-004 en date du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar.

WEBOGRAHIE

1. Ministère de l'Education Nationale:

<http://www.education.gov.mg/>

2. Nations Unies : <http://www.un.org/fr>

3. PNUD : <http://www.undp.org/>

4. UNESCO : <http://portal.unesco.org/fr>



Publications des sortants

YLTP & RJT

Rafitson, Ketakandriana : Quel dirigeant pour Madagascar ? Les résultats du projet BOX, Liberty 32, 2012

Ralambomahay, Toavina : Madagascar dans une crise interminable, L'Harmattan, Paris, 2011

Rajerison, Olivia; Rabarinirinarison, Rindra; Rafitson, Ketakandriana: Analyse juridique des fermetures de médias à Madagascar depuis 2002, Antananarivo, juin 2012

Ralambomahay, Toavina : Des entorses aux principes démocratiques et aux principes des droits de l'homme, Février 2012.

Ralambomahay, Toavina : Madagascar : présidentielle. L'interminable impasse, In : AFRICA24 MAGAZINE N°3, juillet / septembre 2011

Ralambomahay, Toavina : Parlement africain et parlement européen, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Andrianarisoa, Bodo : Le mythe de l'ENA à la sauce malgache, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Regard sur l'attribution des marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°55, 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo & Raveloson Jean-Aimé : Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs", Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les dérogations en matière de marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°56, 2011

Rasamoelina, Harisoa : Croyances et instrumentalisation à Madagascar, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Rafitson, Ketakandriana : 2012, Madagascar à la croisée des chemins. Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Ralambomahay, Toavina : La démocratie : l'enjeu du taux de participation, In : Bulletin de l'Académie nationale malgache, Tome LXXXIX/ 2, juillet -décembre 2010, 005

Ralambomahay, Toavina : Elisé Ranarivelo, le dessinateur et son œuvre, In : Agricultures n°79 L'Harmattan, Paris, novembre 2009, p.148-150

Ralambomahay, Toavina : L'échec des réformes engagées à Madagascar entre 2003 et 2008 vu par la Banque mondiale, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°52, 4ème trimestre 2010

Ralambomahay, Toavina : Des entorses aux principes démocratiques et aux droits de l'Homme dans la feuille de

route, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°55, 2011

Ralambomahay, Toavina : Réflexion sur l'état de l'économie après trois ans de crise, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°56, 2011

Ralambomahay, Toavina : Les Mauriciens et la politique à travers les élections législatives, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, Juillet 2010

Ralambomahay, Toavina : In : Magazine scientifique à orientation écologique pour enfants, WWF, Vintsy, Antananarivo, 4 numéros

Publications des sortants

YLTP & RJT

In: Vision Madagasikara 2020, Agenda Madagasikara 2012, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Rafitson, Ketakandriana : No vision. No future

Razafy, Abraham : *Felaka?* Non, merci

Andriananjamanantsoa, Tahiana : L'armée à Madagascar en 2020 : Réformes contre démantèlement

Rafitson, Ketakandriana : *Toriteny* pour le civisme

Ranaivo, Aintso : Promotion de l'éducation : mes contributions, mes défis

Ranaivo, Aintso : Droits humains à Madagascar en 2020

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Aversion pour la politique : Prise de conscience et défis

Ravalomanda, Andry Tiana : Croissance éconon 11 mes contributions

Andrianjafindrasetra, Fandio : De la bonne gouvernance des finances publiques

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Le mythe de la croissance et des ressources naturelles à Madagascar

Andrianirina, Mamy Auguste : Décentralisation : autonomie des collectivités décentralisées plus avancée et sans précédent

Rakotoarison, Hery Nirina : Lutte contre la corruption : gros ou petit poisson ?

Ranarifidy, Dina : Mon identité, mes identités

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Délit d'initié et conflit d'intérêts : acquis et défis à Madagascar en 2020

Randriamanantena, Lanto Ratsida : *Fihavanana* : fiction ou réalité ?

Rasamoelina, Harisoa : *Fihavanana* : cessons de nous mentir !



Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Que voulons-nous designer avec l'éthique, et plus particulièrement dans la politique ?

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Teny zato, kabary arivo

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Futures Elites?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Une vision?

Razafindraibe, Harinony Lucien : La grande île maîtrise ses 5000km de côtes

Ralambomahay, Toavina : La trajectoire de l'île Maurice d'après une vision étrangère

Ralambomahay, Toavina : Pour un Madagascar humaniste

Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo : Mon parti en 2020

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Presse libre

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Rêve d'avenir

Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo : Etre un citoyen modèle

Ravonimanantsoa, Ndaohialy Manda-Vy : Université du millénaire

Tianamalala Raymond, Isabella : Miasa sa manompo mpampiasa?

Lefontsoa, Rangers : Travailleur social, agent facilitateur de changement

Ralambomahay, Toavina : Comment protéger la constitution ?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : L'après société de l'information, chez « nous »

Chan Mane, Stella Randrianina : Pour la diversité sans discrimination

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Un président oui. Un roi non

Lefontsoa, Rangers : Travail social, reconnaissance et valorisation

Rasoarinjafy, Mija Angela : Madagascar dans le concert des nations

Rajerison, Olivia : Femmes en politique : prise de conscience et défis

Ranarifidy, Dina : L'identité du malgache

Andriambolatiana, Sandratririna : Madagascar "Maitso"

Razafindravao, Tatiana Eddie : Construire, vivre et assumer ses identités malgaches à Madagascar en 2020

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Faire confiance aux jeunes

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Du rêve à la réalité. Ma vision du présent

Robson, Benjamina : Vivre-ensemble à Madagascar en 2020
Andry Rakotonanahary : Pourquoi une vision ?



A propos des auteurs:

Mme. A. Masoandro Rakotoarimanana,

travailleur social et développeur social,
YLTPienne, promotion 2012

M. Stephano Carly Rakotozafiniaina,

jeune TIM, YLTPien, promotion 2012

Mme. Tatiana Eddie Razafindravao,

YLTPienne, promotion 2009

Mme. Ludonie Velotrasina,

médiateur social, YLTPienne, promotion 2012

Coordination :

J.-A. Raveloson, Tatiana Eddie Razafindravao

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
Immeuble Anjarasoa
Route circulaire, Ankorahotra
B.P. 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable:
J.-A. Raveloson
Représentant-National de la Friedrich-Ebert-
Stiftung

fon: (261 20) 22 344 24

Fax: (261 20) 22 257 31

e-mail: info@fes-madagascar.org

<http://www.fes-madagascar.org>